

Éducation. Les organisations syndicales lancent un appel à la grève ce 1^{er} février

Ils se mobilisent contre « l'école du tri social »

LES ORGANISATIONS syndicales de l'Éducation nationale appellent à descendre dans la rue ce jeudi 1^{er} février, invitent à les y rejoindre « les profs et les parents pour mettre en échec cette école du tri social, la caporalisation des jeunes ou encore les groupes de niveau » et pour soutenir « la formation, l'épanouissement et la rémunération » des professeurs.

« Un ras-le-bol général »

À l'occasion de cette journée de grève dans l'Éducation nationale, trois rassemblements sont prévus dans la Manche à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU, du Snes-FSU ou encore de Sud : à 10 h 30 devant les mairies d'Avranches et de Saint-Lô et place Jacques-Hébert, à Cherbourg.

« Les suppressions de postes se multiplient, les dotations diminuent, nous sommes toujours face à des classes surchargées, les promesses de revalorisation n'ont pas été tenues, les réformes incessantes se font au pas de charge et elles ont des incidences sur le terrain, il y a toujours une crise de recrutement, Parcoursup continue de faire des dégâts, il n'y a pas de moyens ni pour l'inclusion des élèves en situation de handicap ni pour les AESH, qui sont toujours précarisés... », égrène Martine Quesnel (FSU).

Salaires, moyens, conditions de travail... « C'est le ras-le-bol général d'une profession qui s'exprime dans un système qui est au bord du gouffre et où tout dysfonctionne, tranche Antonio Gomes (Sud Éducation). Le système public est en phase d'effondrement ».

23

C'est le nombre de postes d'enseignants en moins à la rentrée 2024 dans le primaire dans la Manche.

Dans la Manche, les différents syndicats s'inquiètent également de la suppression annoncée, dans le primaire, de 23 postes d'enseignants. « À l'échelle académique, 110 postes sont retirés », ajoute Antonio Gomes. « C'est étonnant quand on sait qu'année après année, on répète qu'il y a des manques. »

Martine Quesnel abonde : « Le nombre d'élèves par enseignant est de 18,3 en France contre 13,4 dans l'Union européenne dans le 1^{er} degré. On ne peut pas nier la baisse démographique mais créer des postes aurait pu améliorer les choses. Il y a des disparités et c'était le moment de s'engager, de renforcer les moyens. » À ses côtés, Pascal Roger (Snes-FSU) rappelle aussi la nécessité de devoir recruter « 329 000 professeurs d'ici 2030 pour pallier les départs à la retraite » : « On ne va clairement pas dans le bon sens. »

L'appel à la grève des organisations syndicales de l'Éducation nationale n'intervient par ailleurs pas dans un contexte anodin. Ces dernières semaines, de nouvelles mesures annoncées par Emmanuel Macron, mais aussi par l'ancien ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal concernant les écoliers, les collégiens et les lycéens ont suscité des critiques de la part des enseignants. Sans compter les polémiques qui entourent Amélie Oudéa-Castéra, qui lui a succédé à ce poste.

Les différents représentants leur reprochent leurs « mensonges », leur « mauvaise connaissance de l'école publique » et leur vision « réactionnaire » de l'éducation, « digne de la cave poussiéreuse d'une école passéiste ».

SNU, uniforme, « labellisation » des manuels scolaires, « choc des savoirs », groupe de niveau... « Cela va à l'encontre de la littérature pédagogique et de ce qu'en pensent les professeurs, résume Pascal Roger. Ça ne fonctionne pas et c'est impossible à mettre en oeuvre sur le terrain ».

Des groupes de niveau qui questionnent

À ce sujet, Martine Quesnel, qui a enseigné dans le cadre de groupes de niveau, acquiesce : « Les élèves arrivent en ayant en tête qu'ils font partie du « groupe des nuls » et d'emblée, ils se trouvent exclus. La mixité est bénéfique pour tout le monde, l'hétérogénéité suscite de la motivation, du challenge. Mais dans les groupes de niveau, quels qu'ils soient, il n'y a aucune émulation. »

À en croire Florence Desramé (Sud Éducation), ces groupes « font exploser le groupe classe, cassent le collectif ». « Le ressenti des élèves ne peut être que la stigmatisation, ajoute la syndicaliste. Ils ne vont pas se louer entre eux ! ».

Ludivine LANIEPCE



Les enseignants militent pour « un service public d'éducation de qualité » et « une reconnaissance de (leur) métier ».